

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19099 - 74ÈME ANNÉE

Législative partielle dans la 7e circonscription

Gilles Leperlier et Jessie Caro aux côtés des femmes



Candidats à l'élection législative dans la 7e circonscription, Gilles Leperlier et sa suppléante Jessie Caro ont répondu à l'invitation des femmes communistes. L'occasion d'aborder les problématiques auxquelles doivent encore faire face les femmes aujourd'hui et les nombreux combats qui restent à mener : l'égalité hommes-femmes, l'égalité des revenus, la lutte contre les violences ou encore l'engagement politique et professionnel des femmes.

« Les femmes ont toujours été à l'avant-garde des grandes mobilisations », a déclaré en préambule Gilles Leperlier qui a été marqué par l'engagement des femmes sur les différents combats qu'il a menés, à la fac, pour le COSPAR ou encore pour

l'emploi des Réunionnais. C'est un fait qui a son sens, ne doit jamais être oublié : celui du rôle des Réunionnaises dans les luttes pour la défense de la population.

Sur l'engagement des femmes en politique, malgré des améliorations, Gilles Leperlier et Jessie Caro déplorent le manque de femmes aux postes à responsabilités : « Cela nécessite une approche globale, dans la société, dans les partis po-

La parité dévoyée

litiques, pendant et hors élections, il faut les conditions nécessaires pour la participation de tous ». Ils défendent une application complète de la parité : « la parité sert de faire valoir, elle donne bonne conscience parce que sur des listes on doit y mettre obligatoirement des femmes, mais par exemple, aucune commune à La Réunion (hormis à Sainte-Suzanne) n'a de première adjointe. Une fois l'élection réalisée, les femmes subissent de façon quasi systématique un déclassement qui n'est pas acceptable ».

Lutter contre les inégalités professionnelles

De même, au sujet des inégalités professionnelles qui persistent, le binôme estime que cela provient « d'une domination masculine, encore fortement entretenue par le système, depuis les jeux pour enfants jusqu'aux enseignements en passant notamment par les médias ». Gilles Leperlier et Jessie Caro veulent travailler à casser cette mécanique vicieuse pour assurer un avenir plus équitable pour tous. Les candidats soutenus par le Parti Communiste Réunionnais ont insisté sur l'intérêt de l'égalité en faveur du bien-être des plus petits. Ils prônent la présence d'un des parents durant la première année de l'enfant et ce, afin de lui apporter un maximum de garanties pour son avenir et éviter certains problèmes. Entre autres, Gilles Leperlier et Jessie Caro rappellent les carences qui persistent dans l'accueil des plus jeunes, d'où la nécessité d'y renforcer les moyens et d'améliorer les différents accompagnements.

Le combat de tous

Concernant les violences faites aux femmes, Gilles Leperlier et Jes-

sie Caro dénoncent le laxisme qu'il peut y avoir : « en l'absence de moyens suffisants, les lois ne sont pas applicables et donc inutiles ». Ils prônent des mesures plus contraignantes et davantage de contrôles.

Rappelant qu'il ne s'agit pas de faire apparaître une domination féminine pour rétablir une inégalité qui n'a que trop duré, Gilles Leperlier et Jessie Caro estiment que le combat pour l'égalité homme-

femme doit être le combat de tous. À l'issue de la rencontre, les femmes du Parti Communiste Réunionnais ont rappelé leur soutien à cette candidature progressiste. Firose Gador et Camille Dieudonné se sont dites convaincues que Gilles Leperlier Député, pourra porter la voix des femmes réunionnaises à l'Assemblée nationale.

La lutte paie à Bourbon Bois : vers la nomination d'un administrateur judiciaire

Les travailleurs de Bourbon Bois ont accentué hier la mobilisation. Une délégation a été reçue à la sous-préfecture de Saint-Paul. A l'issue de la rencontre, les représentants syndicaux ont annoncé qu'un administrateur judiciaire sera nommé « dans les plus brefs délais ».

Depuis lundi, les travailleurs de Bourbon Bois sont en grève pour dénoncer ce qu'ils estiment être un plan de faillite programmée de leur outil de travail. Avec la suppression de l'APL accession, la conjoncture a changé, mais l'Intersyndicale a obtenu un accord avec la Région dans lequel cette dernière se substitue à l'État pour le financement de 523 dossiers. 134 pourront être traités par Bourbon Bois, ce qui donne une activité garantie jusqu'à fin 2019.

Mais les demandes des salariés d'établir une feuille de route, et d'assemblée générale des actionnaires restent sans suite. Plus grave, un cabinet d'expertise mandaté par le Comité d'entreprise a découvert qu'une partie des profits générés par les salariés de Bourbon Bois sont transférés en dehors de La Réunion, dans d'autres filiales de GLV, l'actionnaire principal de Bourbon Bois.

C'est dans ce contexte que la direction de Bourbon Bois a tenté de faire passer un plan de licenciements visant à supprimer 44 des 62 emplois, autant dire la fin de cette société. Ce plan a été refusé par la DIECCTE.

Ce sont pour ces raisons que les travailleurs ont décidé de se mettre en grève illimitée depuis lundi, soutenus par la CFDT et l'UR974. Ils demandent une feuille de route, et le placement de l'entreprise en procédure de sauvegarde afin d'obtenir la nomination d'un administrateur judiciaire.

Hier, leur mobilisation a franchi une nouvelle étape. Ils ont en effet organisé une opération escargot en direction de la sous-préfecture de Saint-Paul. Les syndicats comptent en effet sur l'implication de l'État dans la résolution de la crise. Une grande partie de l'activité de Bourbon Bois repose sur des fonds publics servant à financer des opérations d'accession à la propriété.

Une délégation a été reçue par le sous-préfet. Au terme de la rencontre, les syndicalistes ont annoncé qu'ils ont obtenu qu'un administrateur judiciaire sera nommé « dans les plus brefs délais ». C'est une première avancée qui souligne que la lutte paie.

M.M.

Edito

La faim progresse à cause des responsables du changement climatique

A la veille du Sommet mondial de l'action climatique qui commence aujourd'hui à San Francisco, un rapport conjoint de la FAO, de la FIDA, du PAM, de l'UNICEF et de l'OMS rappellent le lien entre changement climatique et faim dans le monde, et soulignent que le nombre de personnes qui ne mangent pas à leur faim à encore augmenté en 2017 :

«Selon le rapport sur l'Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018, de nouvelles preuves indiquent que le nombre de personnes souffrant de faim dans le monde est en hausse, avec 821 millions de personnes en 2017, soit une personne sur neuf. Des progrès limités ont également été observés en matière de lutte contre les différentes formes de malnutrition, qui vont du retard de croissance chez l'enfant à l'obésité adulte, une situation qui menace la santé de centaines de millions de personnes.

La faim est en hausse depuis ces trois dernières années, marquant de ce fait une régression vers les niveaux enregistrés il y a près de dix ans. Cette régression signifie que davantage doit être fait si l'on veut atteindre l'objectif Faim Zéro d'ici 2030.

La situation s'aggrave en Amérique du Sud et dans la plupart des régions d'Afrique, tandis que la tendance vers la baisse du taux de sous-alimentation qui caractérisait le continent asiatique semble fortement ralentir.

Selon le rapport annuel de l'ONU, la variabilité climatique affectant le régime des pluies et les saisons agricoles et les événements climatiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations font partie des facteurs clés expliquant la hausse de la faim, sans oublier les conflits et les

crises économiques.

«Les signes alarmants de la hausse de l'insécurité alimentaire et des différentes formes de malnutrition signifient clairement que des efforts conséquents doivent être déployés afin de s'assurer de «ne laisser personne pour compte» et de réaliser les Objectifs de développement durable liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition», ont indiqué les dirigeants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans la préface de leur rapport.

«Si nous souhaitons parvenir à un monde libéré de la faim et de toutes les formes de malnutrition d'ici 2030, il est impératif d'accélérer et d'intensifier les actions visant à renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des systèmes alimentaires, ainsi que les moyens d'existence des populations face à la variabilité climatique et aux événements climatiques extrêmes», ont ajouté les dirigeants.»

Voilà qui rappelle la nécessité d'une rupture avec les modes de production et de consommation actuels, qui entretiennent les inégalités et sont la cause du changement climatique. Ce rapport souligne aussi l'urgence d'agir pour empêcher la catastrophe. Le temps perdu dans l'inaction ne fait que réduire les possibilités de sortir de la crise par le haut.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Sommet mondial d'action pour le climat à San Francisco

ONU Environnement : la société civile riche d'initiatives contre le changement climatique

Un nouveau décompte de l'action climatique mondiale pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre montre une grande diversité d'engagements des acteurs non étatiques et infranationaux capables de soutenir et même dépasser les gouvernements dans leurs réductions d'émissions.



non étatiques pour réduire les émissions et atteindre les objectifs climatiques. Bridging the Emissions Gap: The Role of Non-state and Subnational Actors est une version préliminaire du chapitre sur les acteurs non étatiques et infranationaux du prochain rapport 2018 d'ONU Environnement sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'émission.

Gouvernements à la traîne

Qu'il s'agisse d'administrations municipales ou régionales, d'entreprises, d'investisseurs, d'établissements d'enseignement supérieur ou d'organisations de la société civile, les acteurs non étatiques s'engagent de plus en plus à prendre des mesures climatiques audacieuses. En effet, comme la plupart des gouvernements nationaux ne respectent pas leurs promesses d'une meilleure politique climatique (énoncées dans l'Accord de Paris), ces efforts apparaissent de plus en plus comme un élément clé pour atteindre les objectifs mondiaux en matière d'émissions.

Le rapport constate qu'au total, ces engagements représentent une réduction prévue de 1,5-2,2 gigatonnes d'équivalent en dioxyde de carbone (GtCO₂e) d'ici 2030.

Cependant, bien que cet examen fasse état d'un potentiel encoura-

L'examen exhaustif dressé par ONU Environnement, publié aujourd'hui en amont du Sommet mondial d'action pour le climat (GCAS), souligne le rôle crucial des acteurs

geant et qui pourrait s'amplifier, elle révèle également des défis liés au suivi, à l'établissement de rapports et à la coordination. Un manque de participation et de facilitation de la part du gouvernement limite encore l'impact global de ces engagements pour la réduction globale des émissions de CO2.

« Temps de la rhétorique politique est terminé »

L'examen global des engagements mondiaux montre que la portée et le rythme de l'action climatique des entités infranationales ont atteint des proportions historiques au cours des trois années écoulées depuis la signature de l'accord de Paris. Au total, l'étude examine plus de 183 initiatives de coopération internationales et des milliers d'acteurs non étatiques répartis dans 7 000 villes, 133 pays et réalisés par plus de 6 000 entreprises du secteur privé. Grâce à une analyse de la répartition géographique, sectorielle et fonctionnelle, le rapport révèle un vaste potentiel entravé par une mise en œuvre limitée.

« Les villes, les Etats, la société civile et le secteur privé peuvent devenir la ressource nécessaire pour orienter le monde sur la voie de la réduction des émissions de CO2 », a déclaré Erik Solheim, directeur exécutif d'ONU Environnement.

« Mon message aux gouvernements et aux décideurs du monde qui soutiendraient cet élan est le suivant : le temps de la rhétorique politique est terminé. Le monde a un besoin urgent de dirigeants dotés du courage politique nécessaire pour agir. Les acteurs non étatiques redoublent d'efforts, mais ils ont besoin de l'engagement du gouvernement pour combler l'écart entre les promesses nationales et les mesures pour réduire les émissions. Le moment est venu de faire le nécessaire pour enfin faire face à notre nouvelle réalité climatique. »

Multiplication des initiatives

Outre la réduction des émissions, l'étude souligne le rôle croissant des acteurs non étatiques en tant qu'incubateurs et accélérateurs de nouvelles stratégies à faibles émissions. Les auteurs du rapport ont constaté que même si ce secteur manque de structure coordonnée, les initiatives individuelles sont de plus en plus considérées comme un terrain d'essai pour le développement et la diffusion de technologies.

Les acteurs non étatiques mettent souvent en œuvre une action climatique par le biais de réseaux rassemblant les engagements et inventaires climatiques individuels (par exemple, C40 Cities for Climate Leadership), ou par des coalitions plus larges aux niveaux

national et international. Au cours des deux dernières décennies, le nombre de ces coalitions a considérablement augmenté, souvent en concordance avec les principaux événements climatiques internationaux tels que le Sommet des Nations Unies pour l'action climatique organisé en 2014 et la Conférence de Paris sur le climat en 2015.

La plupart du temps, ces coalitions d'acteurs non étatiques choisissent les secteurs connus pour avoir un potentiel d'atténuation élevé : notamment les secteurs de l'énergie, de l'industrie, de la foresterie, des transports, de l'agriculture et du bâtiment.

Les auteurs du rapport soulignent que la réussite et la crédibilité des acteurs non étatiques sera garantie grâce à leurs engagements et à l'adoption de bonnes pratiques en matière de gouvernance d'action climatique : les participants ont besoin de capacités pour atteindre leurs objectifs, le leadership doit être efficace, les financements durables et les objectifs doivent être bien définis. Enfin, la transparence est cruciale pour permettre le contrôle de l'efficacité, de l'efficience et de la crédibilité.

In kozman pou la rout

« Si ou la pèrd out linète, rogard dsi out zyé »

I di galman : « Si ou la pèrd out shoval rogard sou la sèl. » . Lé ga, zot i koné sa sé in n'afèr i ariv plito bann bononm. Bann fanm, d'aprè mon lèspèryans, lé moins étourdi-si zot i vé bann bononm souvan dé foi la tête lé pa la. In zour, moin la pèrd mon lé loto dann a kaz mon garson : rodé, rodé, par dsi rodé o ki d'klé loto. Moin la kalkil in kou : mèm sokour Sin antoine dé Padoue téi pé pa fé arien pou moin. Moin la parti kongn dsi la port la voisine pou rakont mon sor. El la vni é an moins lo tan mi pran pou di, èl la trouv lo klé dsi in shèz pousé dsou la tab. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Slipétadyé !

Oté

Sink fri épi légime par zour ? Si i gingn

Zot I koné sékour popilèr ? Sa sé in l'asosyasion i égzis in pé partou ; zot lé la l'androi d'moun i gingn pa vréman z'ot nésésèr. Konm shak ané sékour popilèr i fé in l'ankète pou oir si la mizèr i rokil sansa si li avans. Si néna plis demoun mizèr sansa si néna moins.

Lé drol di in n'afèr konmsa dann in péi konm La Frans s d'après sak i di lo dézyèm péi lo pli rish dann l'Erop après l'Almagn. La povreté téi doi pi égzisté si l'avé in bon distribisyon plito égal bann bien demoun la bézoin pou viv in pé konm k'i fo. La pad itou lo ka si tèlman bann z'asosyasion konm sokour popilèr i kontinyé ané papré ané sèye ède demoun...

Néna in n'ot ni koné galman téi apèl Coluche la désid fé pou inn-dé zané d'après sak li pansé, mé lo tan la pasé, Coluche la gingn laksidan moto é lé désédé, néna d'ot zartis la pran la rolèv é rézilta pou zot konm pou sékour popilèr la mizèr i arète pa goumanté.

Tanka sokour popilèr, son l'ankète sète ané i aontr néna in famiy dsi sink lé pov pou vréman éi gingn pa zot soso korèk konm i fo é lo sink frui épi légime dann in zourné sa sé in n'afèr i fo alé domann Pèrnoèl-sansa Roland Garros mé konm zot i koné son min i arès dann son posh dsi la plas Barasoï.

Mé nou la-dan, mi koné pa si la fé l'ankète konm i fé dan La Frans. An touléka arogard demoun obèz, marmaye konm gra moun lé pa difisil konprann i manz pa korèk dann nout péi. Poitan lo réjime manzé bann rényoné avèk lo ri, lo grin, lo brède, épi l'akomodman avèk zognon, piman tomate-lo frui galman vi k'néna tot sézon mi dout pa i doizète posib ékilib nout l'alimantasyon.

Sof listoir sin frui épi légime par zour, sa i rolève d'in rèv évéyé sirtou avèk la kantité d'moun mizèr. Donk sink frui épi légime paer zour, si i gingn.

Nb. Moin pèrsonèl mi pans la sékirité alimantèr sa sé in n'afèr i fo trapé absoliman é dann l'intéré nout popilasyon rényonèz.

Justin